

Résumé

Au cours des dix dernières années, le monde a connu des changements fondamentaux stupéfiants. La réalité et la théorie de la croissance ont convergé dans une grande mesure et sur une échelle plus mondiale que jamais auparavant. En outre, les droits de la personne et les droits politiques, qualifiés depuis longtemps d'universels, ont progressivement été acceptés plus largement dans la pratique. Naturellement, il subsiste de grandes lacunes, quelquefois pénibles. Les réformes politiques et sociales souvent ne vont pas de pair avec les réformes économiques, à court et à moyen terme. Néanmoins, au niveau le plus large, on semble s'orienter vers une plus grande uniformité, vers une acceptation d'une base de plus en plus mondiale de certaines croyances et pratiques fondamentales. Pourtant, des changements se produisent inévitablement à divers rythmes selon les pays et les sociétés, en raison de la chronologie, des dotations en facteurs variées ainsi que de traditions et d'institutions politiques et sociales différentes. De grands changements sont en train de se produire dont les grandes lignes sont visibles quand on se tient à une certaine distance. Mais plus on se rapproche et plus on est frappé par la diversité des détails dans les réponses pratiques de chaque pays.

Les pays en développement et ceux en transition en Europe orientale n'ont plus l'impression d'avoir une attitude commune à l'égard des relations avec les pays de l'OCDE, ni de disposer chacun de quelque chose qui ressemble à une base ou à une capacité égale à partir de laquelle se développer. Ces pays reconnaissent leurs situations financières et leurs capacités diversées. Pour le Canada et d'autres pays, ce changement engendre ses propres difficultés. D'une part, cette nouvelle attitude met l'accent à la fois sur les pressions concurrentielles et sur la perspective de partenariats économiques plus équilibrés et créatifs. D'autre part, la diversité parmi les pays en développement et ceux en transition s'est accentuée, demandant une plus grande souplesse dans les réponses des pays développés.

Le présent document détermine deux groupes principaux de pays en développement. Les pays de la zone 1 viennent plus immédiatement à l'esprit dans les discussions sur la thèse de « l'anarchie à venir ». Ces pays sont habituellement très pauvres. Pire encore, leur économie est stagnante. Bien plus grave encore, les pays de la zone 1 souffrent souvent de structures politiques mal définies, d'une gestion économique médiocre et incohérente et d'une base de ressources étroite. La stabilité politique est souvent fragile et les gouvernements sont fréquemment impuissants et, dans certains cas, simplement dysfonctionnels.

Les structures institutionnelles et la philosophie des sociétés dans les pays de la zone 2 peuvent varier considérablement. Toutefois, contrairement à leurs